Ce que l'on sait de l'entraide

André Rebelo

co-fondateur de l'association InFLEchir et du collectif Climat Social,
membre du collectif RESOME

Résumé : Le texte ci-dessous est un témoignage. Il raconte l'histoire de la création d'InFLEchir à l'Université Paris-Sorbonne (nouvellement Sorbonne Université) et tente d'analyser les ressorts qui ont permis à cette expérience de voir le jour. Comment se forme une expérience solidaire ? Quelles en sont les obstacles ? Comment peut-elle perdurer et qu'apprend-on de cela ? Dans le sillage de la mobilisation qui a suivi l'occupation du Lycée Jean Quarré en 2015, l'histoire d'InFLEchir ne donne pas de réponses définitives à ces questions et n'en a pas la prétention. Peut-être contribuera-t-il modestement à éclairer d'avantage la recherche consacrée aux expériences militantes.

Mots-clés : entraide, solidarité, association, collectif, infléchir, migration, exil, réfugié

Ce que je vais raconter ici n'est qu'un témoignage d'une expérience d'entraide comme il en existe certainement beaucoup d'autres. Ce témoignage n'a pas vocation à être exhaustif et reste purement personnel. Je ne prétends ni savoir écrire, ni parler pour tout le monde. Chaque expérience de terrain possède sa propre histoire. Si raconter l'aventure que nous avons pu lancer durant près de deux ans peut être important, c'est parce qu'il peut permettre de repenser ce qui arrive à celles et ceux qui aident, parce qu'il peut amener à penser ce qui ressort de l'entraide. Au milieu des offensives sombres du conservatisme et des rêves de grands soirs, il y a les tentatives de solidarité concrètes. Elles ne sont rien d'autre que cela, des tentatives. Des expérimentations concrètes forcément insuffisantes et qui pourtant, constituent pour celles et ceux qui les forment, des expériences incommensurables. La question est donc de savoir ce qui ressort de notre geste, ce que l'on peut en déduire ? Qu'est-ce que l'on sait de l'entraide ?

1 Le doute des premiers gestes

Lorsqu'Alice et Solène sont venues me trouver par le biais d'un ami commun, nous sortions d'un été inédit à Paris. De multiples camps de migrant.e.s avaient émergé dans Paris, en même temps qu'un incroyable élan de solidarité qui a culminé avec

l'occupation du lycée Jean Quarré. Des assemblées étudiantes avaient vu le jour dont l'idée était de savoir comment étendre les lieux de luttes aux universités. L'occupation d'un site en transforme le sens. Les murs sont silencieux. Ils ne parlent que la langue de celles et ceux qui les effleurent d'un couloir à l'autre. Nous ouvrirons nos écoles comme ils ferment leurs frontières, nous en ferons les refuges qu'ils tentent de détruire.

Je dois admettre cependant que j'étais dubitatif des réussites d'un tel projet à Paris-Sorbonne. Si les incantations sur l'accueil avaient de quoi convaincre, elles ne constituaient pas une méthode, ni n'élaboraient de stratégies. Elles se heurtaient en vérité aux fonctionnement rigides d'administrations déjà minées par la privatisation en marche de l'enseignement supérieur et volontairement autiste aux problématiques alentours. Retrouver la mission sociale de l'université n'est pas une évidence pour qui considère que la gestion entravée de cette grosse machine nécessite déjà son entière attention, sans que personne ne l'envahisse de toute la misère du monde. S'il fallait penser aux SDF, aux personnes sans diplôme, aux personnes empêchées d'une façon ou d'une autre d'accéder à l'enseignement supérieur, au sexisme, au racisme et à tout le reste, quel temps nous reste-t-il pour colmater les brèches béantes et déjà présentes de l'université ? On pourrait croire que la destruction programmée des services publiques sert autant à un objectif économique qu'à un but politique bien précis : celui de restreindre les possibilités d'action d'une communauté organisée, portée par une réflexion sociale poussée, autant que par des organisations de lutte puissante et très politisée. Pour le moment, notre solution résidait précisément en ce que le chemin pris par les gouvernements successifs pour amoindrir progressivement les champs d'action des universités, n'avait pas encore éradiqué le terreau fertile des organes de mobilisations. Il restait toute une série d'acteurs et d'actrices engagé.e.s sur lesquels il allait falloir compter.

Nous nous sommes vu.e.s pour la première fois au Reflet. Aux alentours de septembre 2015. Solène et Alice avaient pour idée de lancer des cours de FLE pour les personnes exilées à l'université. Elles partaient du double constat que les personnes mobilisées à Jean Quarré avaient toutes fait : d'abord que les cours de français étaient saturés tandis que la demande était énorme ; ensuite que les exilé.e.s étaient parfois d'ancien.ne.s étudiant.e.s désireux.ses de poursuivre leur vie ici et leurs projets. Nous pensions que le devoir d'une université pouvait bien être celui d'octroyer des salles, des cours, des profs, des ressources pour ces personnes. A l'École Normale Supérieure (ENS), l'expérience commençait tout juste. Sceptique sur les possibilités de la réplication de cette initiative à Paris-Sorbonne, j'accueillais l'idée avec un enthousiasme modéré. J'étais happé en parallèle par un certain nombre de projets en route auprès de mon syndicat étudiants que le 13 novembre finira par faire avorter. Nous sortions d'un long débat durant l'année précédente sur la mise en place d'un Diplôme Universitaire Laïcité et les relents islamophobes qui n'avaient pas manqué d'entourer l'idée appelaient à réaction, d'autant que les ambivalences du discours public sur la laïcité finissaient toujours, à cette époque, par embarquer une partie de notre propre camp. Au Groupe de Travail (GT) Laïcité de la Ligue des Droits de l'Homme à ce moment-là, on me raconte les querelles internes intenses qui ont pourri le GT durant tout le débat en 2003/2004 sur l'interdiction du voile. Ces divisions se répercutent encore à cette période et je passe une partie de mon temps à tenter de défendre l'idée que la brèche

ouverte par la loi du 15 mars 2004 ouvrira grande la gueule béante du fascisme et du racisme ordinaire, bouffera le discours public et les esprits *a priori* les plus « ouverts » pour miner toutes les organisations d'effluves néocoloniales et paternalistes. Etant mobilisé sur la question depuis un long moment, c'est un vieux combat qui ressort, mais qui, stupidement peut-être, occupe plus mes journées d'octobre 2015 que la mise en place d'un cours de FLE (Français Langue Étrangère) pour les migrant.e.s. J'approchais doucement le président de l'université en Conseil Académique avec l'idée, sans qu'aucune réaction, ni d'hostilité, ni de grands intérêts à ce moment-là, n'accueille mes propos. Au détour d'un conseil, le président me confie être plutôt préoccupé par mon idée de débat sur la laïcité car il faudrait « éviter les black blocs [1] ». Je hoche la tête incrédule. Le 13 novembre portera un coup fatal à ce projet de débat, ainsi qu'un coup d'arrêt momentané à nos timides démarches pour l'émergence d'un cours de FLE.

La sécurité se renforce. La Sorbonne accompagne de façon compréhensible, à ce moment-là, les mesures d'Etat d'Urgence. L'idée se répand que l'on voudrait malgré tout faire rentrer des migrant.e.s à l'université. Si l'on veut lancer des cours, il nous fallait des salles. S'il nous fallait des salles, la seule possibilité était Clignancourt. La fermeture subite de tous les centres de l'université, nous décourageait quelque peu. Fin novembre, l'administrateur du centre Clignancourt s'emparera personnellement du dossier pour nous faire part de ses inquiétudes quant à notre projet. En effet, la sécurité du centre devrait prévaloir. Il y a des « risques éventuels de sécurité liés à l'accueil de réfugiés dans les locaux de l'université » [2]. Nous cherchons donc d'autres solutions en parallèle. Pareillement, nous nous heurtons à des problèmes de recrutement auprès des bénévoles directement liés au flou qui entoure la faisabilité de notre projet. De nombreuses personnes viennent à nos réunions, le local syndical déborde, mais nous ne savons pas encore quoi leur donner à faire. Nous tentons d'entamer aussi les démarches auprès des migrant.e.s désireux.ses de prendre des cours sans avoir auparavant réglé les problèmes de salles (je ne suis pas sûre sur ce point de chronologie). C'est trop tôt. Nous leur faisons perdre du temps. Le récit des débuts d'Infléchir est celui d'un long tâtonnement.

Comme souvent, lorsque la situation est débloquée par l'intelligence collective, ici l'appui de personnes tierces nous a permis de relancer la machine. Par le biais de Sara, nous obtenons un rendez-vous avec le Service d'Innovation pour l'Apprentissage des Langues (SIAL) de Paris-Sorbonne [3], lors duquel il nous est permis de préciser le projet. En parallèle l'Agence Universitaire pour la Francophonie, grâce au travail

1. Le black bloc est à la fois une stratégie qui prône l'action directe et un groupe de personnes qui se rassemblent de façon occasionnelle et spontanée pour mettre en œuvre cette stratégie, le plus souvent lors de manifestations. Formée au sein de l'Allemagne de l'Est durant les années 80, le Schwarzer Block, comme il est appelé à l'époque, désigne des groupes militants anarchistes qui se livrent à des moments collectifs et spontanés d'action directe pour défendre les initiatives militantes antiracistes, antifascistes, anticapitalistes ou antiautoritaires de façon générale contre la répression des institutions. En France, l'expression désigne les groupes qui se forment devant les manifestations (aussi appeler le cortège de tête), composés de personnes entièrement vêtues de noir et qui mettent en œuvre des pratiques d'Action Directe, le plus souvent en attaquant les banques et autres symboles du capitalisme sur le passage des manifestations. Ils affrontent aussi régulièrement la police.

2. Je cite ici un mail de l'administrateur qui date plutôt du 29 janvier 2016. Mais son discours ne changera pas d'un iota tout du long.

3. Le SIAL est le Service Interuniversitaire d'Apprentissage des Langues. C'est un services de l'université dédié à l'organisation de cours de langue pour les étudiant.e.s

titanesque d'Annick, lance un appel à projet pour financer les initiatives en faveur des personnes exilé.e.s dans l'enseignement supérieur. Ce concours de circonstances permet de financer notre action en même temps qu'elle la rend réaliste aux yeux de l'institution universitaire et concrète pour nous. Le lobbying s'intensifie et la pression monte.

Du côté de l'administration, on nous réclame une association en bonne et due forme, un compte en banque, une assurance. On s'exécute avec un certain zèle. L'association est formée officiellement en janvier 2016. Alice devient la première présidente de l'association, Solène est trésorière, tandis que je forme un duo de secrétaire avec Louise qui nous a rejoint entre-temps. Notre organisation est prête.

Le directeur du centre Clignancourt apporte également son soutien à l'initiative, certainement au grand dam de l'administrateur du centre, toujours préoccupé par la sacro-sainte question de la sécurité. Puis le président de l'université décide de forcer la main à l'ensemble en appuyant le projet. La nouvelle sera annoncée par le directeur du centre Clignancourt dans un mail du 26 janvier : « Monsieur, Votre projet est intéressant, nécessaire et généreux et nous allons l'encourager. Le Président a donné un avis favorable et je tiens compte de la recommandation de ma collègue Claire Stolz qui travaille avec moi à la Vie étudiante ». Ce à quoi l'administrateur du centre rétorque :

> « Bonjour, attention svp, comme déjà indiqué à M. Rebero (sic), il convient que monsieur le président et la direction de l'université soient totalement assurés juridiquement de ce projet compte-tenu de risques éventuels toujours possibles de sécurité liés à l'accueil de réfugiés dans les locaux de l'université : en effet quel organisme est mandaté-habilité a les choisir ? Est-ce que la préfecture et le commissariat du 18 sont-seront informés ? etc. ».

Les attentats de Bruxelles du 22 mars augmenteront ses craintes et quelques jours plus tard le 24 mars, il modifiera en long et en large la Convention que nous étions censés établir entre Infléchir et l'Université pour avoir accès aux salles de classe à Clignancourt. En bleu et en gras, dès la première page, ses rajouts sont assez clairs :

> « L'association INFLECHIR, compte-tenu du contexte actuel d'état d'urgence activé sur tout le territoire national français, du plan Vigipirate Attentats désormais en vigueur au plus haut niveau suite aux attentats de Paris et de Bruxelles, assure l'université Paris-Sorbonne : outre ; de l'identité de toutes les personnes qu'elle introduira dans ses locaux universitaire, du fait que ces personnes réfugiées-migrantes sont bien toutes parfaitement répertoriées-tracées par les divers services et autorités administratives régaliennes compétentes c'est-à-dire préfectorales, de police et d'immigration, sans quoi cette convention est bien entendu caduque.
>
> La responsabilité de l'association INFLECHIR ainsi que de ses divers responsables et membres pourrait donc immédiatement être engagée civilement, pénalement et financièrement au cas où les divers contrôles des pièces et documents officiels permettant d'identifier-tracer ces personnes

> migrantes n'auraient pas été parfaitement intégralement effectués par leurs soins car en effet sinon cela engagerait directement la sécurité-sureté des personnels, des usagers et des biens de l'université ».

En pleine Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) [4], remplissant mon rôle d'élu étudiant, je découvre cette nouvelle convention qui semble choquer également la directrice du SIAL et le directeur du centre Clignancourt. Ils m'assurent leur soutien pour remettre la Convention en état, et nous avons en effet bénéficié de leur aide (certainement aussi celle du Président de l'Université), pour signer finalement une convention acceptable pour les deux parties.

2 De l'entraide naît la solidarité

Pour autant, les débuts relativement difficiles de l'association, s'ils servent à établir le contexte, ne sont finalement pas vraiment ce qu'il y a de plus intéressant. On reviendra sur ce que l'on pourrait tenter de retenir de ces rapports à l'institution. Mais c'est plus directement la mise en œuvre sur le terrain qui nous a le plus appris.

Nous lançons les premiers cours de français à nos 18 premier.e.s étudiant.e.s le 4 mai 2016. Avant même que nous réalisions l'exploit de faire entrer 18 personnes dans un établissement universitaire, un long sentiment d'épuisement commençait déjà à avoir raison de l'une de nos fondatrices. Nous perdions Solène, après avoir déjà perdu Alice, pour ne plus nous retrouver qu'à deux, Louise et moi. Il faut à tout prix rendre hommage ici au sens de l'organisation hors du commun de Louise. La première chose que l'on apprend dans la réalisation d'une action durable, c'est qu'il est impossible de faire quoi que ce soit seul. Beaucoup plus efficace que je ne l'ai jamais été, Louise a tenu l'organisation interne des cours, tandis que je tentais d'arracher une convention potable à l'administration. S'il est facile d'offrir des lauriers à celui qui montre sa tête dans les négociations, c'est parce qu'on occulte trop souvent le courage de celles et ceux qui offrent avant tout leur entière dévotion à un projet concret. Au sacrifice de son temps libre, de ses études, de son sommeil et même de sa santé mentale, Louise a tout donné pour faire vivre un projet qui, sans elle, aurait peut-être vu le jour à force de ténacité, mais n'aurait jamais tenu. Et j'ai l'impression que la plupart des grands projets de la même sorte sont peuplés d'héroïnes que l'on oublie ; que tous les projets militants sont soutenus par une femme qui organise tout, recense tout, se trimballe la charge mentale de l'administration délicate des opérations, subordonnée dans l'organigramme à un président en représentation constante. Dans toutes les organisations auxquelles j'ai pu faire partie, j'ai rencontré des milliards de Louise. Ce que l'on retient de beaucoup de luttes, c'est une répartition genrée des tâches. Bien qu'entourée d'un contexte particulier, il ne me semble pas que l'association ait fait grande exception. Peut-être n'ai-je pas fait suffisamment moi-même pour briser cet engrenage.

Toujours est-il que Louise a formé conjointement l'association de bout en bout. Nous avons réfléchi à l'agencement de l'association à deux : des pôles aux techniques pour

4. La CFVU est, comme le Conseil Académique cité plus haut, l'une des instances de décisions au sein de l'Université en France. Comme pour le Conseil Académique, des étudiant.e.s élu.e.s par les étudiant.e.s peuvent y siéger.

attirer de nouveaux bénévoles. Ce que l'on retient de cette lutte à deux, c'est l'entraide et la confiance inébranlable entre nous au fil des épreuves. Il est certain que Louise a été un exemple pour moi. Mais il me semble tout aussi sûr que la réussite de notre initiative, malgré les obstacles conséquents que nous avons pu rencontrer, doit beaucoup à la solidarité que nous avons pu développer entre nous, à l'amitié que nous n'avons jamais brisé, au soutien moral mutuel que nous ne manquions pas de nous offrir et à la confiance que nous avions l'un.e envers l'autre. S'il peut paraitre trivial, ce point réhausse en vérité l'importance des relations saines dans les projets militants. Par un miracle absolu, notre équilibre n'a été défait par aucune querelle de pouvoir (car notre organisation a été discutée entre nous), aucune dispute trop forte (bien que des tensions ont existé), aucun débordement de sentiments comme les relations interpersonnelles ténues laissent parfois naître.

Au fond, le succès d'Infléchir repose peut-être sur le hasard simple de la rencontre avec d'autres personnes. Infléchir est né de ce café anodin au Reflet avec Alice et Solène. Infléchir a vécu avec la dévotion inflexible de Louise et de toutes les personnes qui nous ont rejoint plus tard (Haifa, Juliette, Agathe…). Infléchir a tenu grâce au respect et à la complicité que nous avons pu et su entretenir. Ce que l'on sait de la mise en place de la solidarité, c'est qu'elle naît paradoxalement de la solidarité elle-même. Cette solidarité minuscule qui fait naitre et tenir des petits groupes ensemble. Qui nous a fait tenir avec Louise, Alice, Solène et les autres. Qui peut naître et grandir lorsque l'on est au moins deux, puis des dizaines, sur une vision commune. Il est probable qu'Infléchir doive tout, ou presque tout, aux liaisons interpersonnelles qui en sont à la base. Aux réseaux de respect, de bienveillance et d'amitié qui ont fleuri d'abord en nous avant même que l'on ne veuille en étendre les bénéfices à d'autres.

Dire que tout s'est passé parfaitement serait mentir. J'ai dit plus haut mes doutes sur notre capacité à avoir dépassé certaines répartitions genrées des tâches, malgré nos efforts. Il est évident aussi que des disputes ont eu lieu, parfois même des ruptures de contact entre certain.e.s membres au fil de l'histoire. Il ne me semble pas que la tristesse de ces incidents ponctuels ne remette en cause la leçon fondamentale de la vie d'Infléchir : à savoir que l'initiative solidaire a reposé sur des groupes forts, des amitiés fortes, des petits réseaux de solidarité interpersonnelle qui ont permis à chaque membre de tenir, de venir, de partir parfois sans que rien ne s'écroule, de revenir d'autres fois, de s'entraider toujours du mieux que l'on pouvait. Finalement, la mise en œuvre de la solidarité repose sur une solidarité de base, une entraide fondamentale et une bienveillance du quotidien.

3 L'épreuve du monde

Si cette entraide a pu être mise à mal occasionnellement au fil de l'aventure humaine, elle s'est révélée fondamentale chaque fois que l'un.e d'entre nous craquait. Infléchir a eu son lot impressionnant de burn-out provoqués à la fois par la charge que représentait la responsabilité de 60 exilé.e.s par an, l'organisation de 4 cours de français, l'organisation de la vie entière de l'association qui pouvait rassembler une vingtaine de bénévoles plus ou moins autonomes, plus ou moins confiant.e.s et qui avaient tout autant besoin de notre présence que les autres, et puis la confrontation quotidienne

au drame ou à l'horreur que chaque exilé.e porte en soi. Côtoyer la détresse a pu nous exposer à une charge émotionnelle à laquelle nous n'avions pas forcément pensé. Les récits, autant que le suivi des enfers administratifs de chacun, nous confrontent tous les jours à la violence du monde. La misère devient palpable et gonfle en une légère boule à l'estomac à mesure que l'on se démène seul.e sans préparation, ni personne, pour faire ce que l'on peut. Le clash avec les bagages de misère que les exilé.e.s transportent a pu faire exploser en vol certain.e.s membres de l'association. Un mélange étrange de culpabilité et d'empathie profonde amène au don complet de soi, au sacrifice de sa moindre légèreté d'esprit, au transport constant de la présence de ceux qui comptent sur toi dans le moindre coin d'un cerveau bouillonnant de charge mentale. On se confronte à quelques abandons ou bien l'on doit tenter de gérer l'engrenage, c'est-à-dire la disparition progressive d'une personne dans les sables mouvants de l'abnégation totale. Personne ne parle du burn-out militant. De celles et ceux qui s'écroulent subitement d'avoir tout donné, au sens propre.

On me demande souvent comment j'ai fait pour tenir deux ans et demi sans tomber comme une mouche. Moi-même je n'en suis pas certain, mais je crois que je le dois à une sensibilité plus émoussée qui m'a permis de m'auto-préserver. Plus précisément, il me semble qu'Infléchir ou RESOME sont comme les étapes obligées d'une sorte de parcours personnel. Rétrospectivement, j'ai conscience maintenant que je n'aidais pas tant les exilé.e.s ou les personnes immigré.e.s que je n'aidais mon père et ma mère. Mes parents qui m'ont parlé de leur propre exil tous les jours, les yeux dans le vide, entre la résignation et le regret profond pour ma mère, la nostalgie et la reconnaissance pour mon père. La plupart de ses phrases commençaient toujours par « Antigamente… », « A l'époque … », et s'étendaient invariablement sur la réalité crue d'une vie de pauvre. « A l'époque, nous n'avions pas d'eau, nous n'avions pas d'électricité, je dormais près du bétail que nous avions la chance de posséder avec tous mes frères et sœurs, et toutes les personnes autour de nous mourraient de faim ou de maladie ». « A l'époque, on quittait l'école à 10 ans parce que personne n'avait d'argent et qu'il fallait travailler dans les champs ou bien là où l'on voulait bien de nous ». J'ai bercé dans des récits de faim, de misère perpétuelle, d'expérience traumatique parfaitement décrite, relatés avec précision comme s'il s'agissait d'un devoir de transmission ou d'un besoin inconscient de raconter toujours comment la mort est passée près de soi au pays, à l'époque. Les retours au pays sonnaient comme une forme de communion des traumas où oncles, tantes, grands-parents, parents, des générations successives, se lancent en boucle dans l'histoire de ce passé maudit qui a précédé la révolution, cette « époque » où tels sont morts de faim près de telle maison, où tel cousin est mort d'infection parce qu'aucun médecin n'existait pour soigner correctement sa blessure. C'est ici que la pauvreté des autres s'emplit de la banalité du quotidien, que le passé de sa famille devient une rémanence tenace et persistante. Mon père a immigré parce qu'il avait faim. A 18 ans ici, on l'a exploité dans des fermes où il restait enfermé avec des dizaines d'autres comme lui dans de petits cabanons dont ils sortaient pour travailler, et seulement pour travailler. « On restait penché sur le sol toute la journée pour travailler la terre, on ramassait les pommes de terre à la main, si on levait la tête les contremaîtres venaient nous battre avec des bâtons. Si tu dis quoi que ce soit, ils te menacent de te livrer à la police, de te renvoyer chez toi ». Plus tard il

fera son trou dans la maçonnerie, ma mère dans les ménages, parce que c'est ce qu'on attendait d'eux. Et l'on trouvera logis dans une barre HLM où les immigré.e.s peuvent se regarder dans le blanc des yeux et se parler d'histoires semblables.

Bref. Tout le temps d'Infléchir, je ne voyais pas un exilé en face de moi sans voir mon père. Tous les détails des récits s'entassaient dans une sorte de case cérébrale commune où se stockent les chroniques du malheur. Si je dis que j'avais certainement la sensibilité émoussée, c'est que paradoxalement ce réflexe automatique me faisait adopter une sorte de distanciation clinique. J'enregistrais doctement et la rationalité prenait le dessus. Elle me permettait de dire non à certaines sollicitations, elle me stoppait chaque fois que je me sentais submergé. Je m'en rends compte maintenant, ce réflexe de froideur était un geste d'auto-défense qui m'a certainement préservé. Je ne le saurais jamais précisément. Toujours est-il que cette confrontation quotidienne à la violence du monde semble démontrer une certaine limite au don de soi. La violence du système est telle qu'elle crée un nombre conséquent de personnes abandonnées, défoncées… Nous voudrions les sauver toutes, la réalité crue est que nous sommes tout aussi abandonné.e.s parce que la moindre mise en place d'une structure solidaire est une épreuve. Une épreuve administrative, politique d'abord nécessitant une volonté et une énergie dingue pour dépasser les barrières imaginaires ou les cadres restreints de l'habitude, et une épreuve humaine ensuite qui shoote des esprits combatifs en plein vol. Le vrai problème de ce système, c'est qu'il n'est pas fait pour l'entraide. L'empathie concrète devient une sorte de mission où l'on prend des risques.

Reste la reconnaissance de celleux à qui l'on a offert un modeste coup de pouce. On était une goutte d'eau et iels nous ramènent une montagne d'or. Les liens humains sont faits d'épreuves difficiles que l'on oublie au fil de la gratitude. Le paradoxe étant que c'est celleux que l'on tente d'aider qui nous aident le plus. Avec elleux, j'ai au moins appris ce que c'était que l'entraide.